

GÉNOCIDE AU DARFOUR : LE SOUDAN ACCUSE LES ÉMIRATS



SOUDAN

Le Soudan a saisi la Cour internationale de justice (CIJ), accusant les Émirats Arabes Unis de violer la Convention sur le génocide en soutenant militairement et politiquement les Forces de soutien rapide (RSF). Khartoum accuse Émirats Arabes Unis d'être complices du génocide des Masalit au Darfour et d'autres crimes contre l'humanité. Le Soudan demande des sanctions contre les Émirats pour leur fourniture illégale d'armes aux RSF. De leur côté, les Émirats dénoncent une plainte « cynique » et annoncent qu'ils en demanderont le rejet immédiat.

LES FSR SE DOTENT D'UNE CONSTITUTION



SOUDAN

Les **Forces de soutien rapide (FSR)** et leurs alliés ont signé une **Constitution de transition** le **3 mars** à **Nairobi**, renforçant leur **projet de gouvernement parallèle**. Le texte instaure un **État fédéral et laïque**, divisé en huit régions. Il prévoit aussi un Conseil de ministres présidentiel et appelle à la création d'une armée unifiée dominée par les signataires. Cette initiative s'inscrit dans une **stratégie politique** des FSR pour **compenser leurs reculs militaires**, accentuant ainsi la fragmentation du pays.

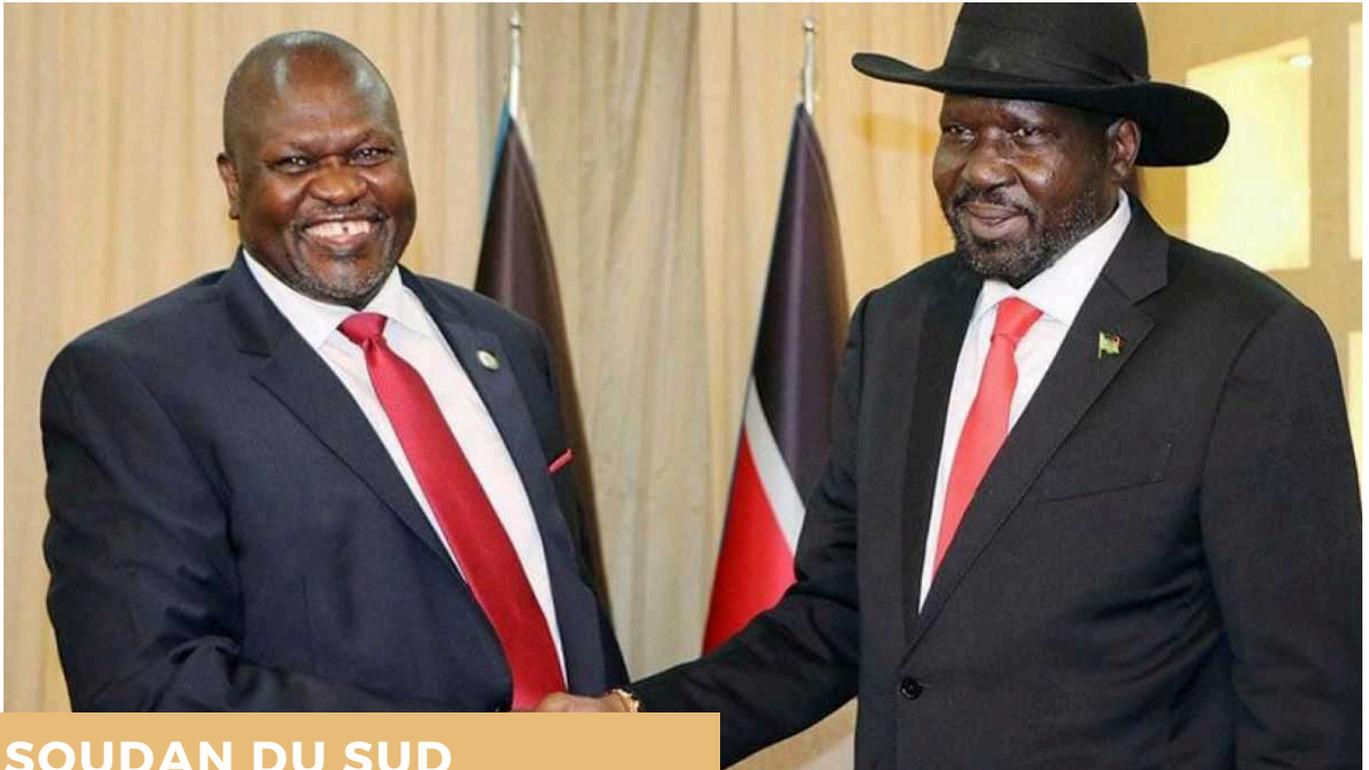
LE SAHEL RESTE L'ÉPICENTRE MONDIAL DU TERRORISME



SAHEL

Selon le **Global Terrorism Index 2025**, le **Sahel** reste la **région la plus meurtrière du terrorisme en 2024**, concentrant **51 %** des décès mondiaux. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont parmi **les 5 pays les plus touchés**, avec **63 %** des attaques dans la **zone des trois frontières**. Le Niger enregistre la **plus forte hausse** des décès liés au terrorisme (**+94 %**), avec **l'attaque la plus meurtrière de l'année** au niveau mondial ayant eu lieu à **Tahoua (237 soldats tués)**. Le Burkina Faso reste **le pays le plus affecté au monde**, malgré une baisse des attaques, la létalité de celles-ci est en hausse. La violence s'étend désormais au nord du **Togo** et du **Bénin**.

CRISE AU SOMMET : LES ALLIÉS DU VICE-PRÉSIDENT MACHAR CIBLÉS



SOUDAN DU SUD

Le 4 mars, **plusieurs hauts responsables du parti du vice-président Riek Machar ont été arrêtés** à Juba par les forces gouvernementales. Ces arrestations ont eu lieu après un regain de tensions entre le président et son colistier, **caractérisé par l'attaque d'une base de l'armée** dans le nord du pays par la White Army, **une milice liée au vice-président Machar**. Le 6 mars, une nouvelle vague d'arrestations a visé des proches du vice-président Machar. Le camp du vice-président a dénoncé des « **arrestations arbitraires et illégales** » qui déstabilisent les processus de paix.

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE INTENSIFIE LA PRESSION



RWANDA

Face à l'implication du Rwanda en République Démocratique du Congo (RDC), **le Canada a suspendu ses licences d'exportation** et ses nouvelles activités commerciales avec le Rwanda. **L'Allemagne** a également interrompu ses engagements financiers et **réévalue sa coopération au développement**. De son côté, **le Royaume-Uni a cessé la majorité de ses aides financières**, dénonçant la violation de la souveraineté de la RDC par les forces rwandaises alliées au M23. En réaction, **le Rwanda a indiqué que Londres devait régler le solde de l'accord avorté** sur l'expulsion de migrants vers le Rwanda.

UN FRAGILE ACCORD POUR LA STABILITÉ NATIONALE



MOZAMBIQUE

Le président de la République **Daniel Chapo**, ainsi que plusieurs représentants de la société civile, **ont signé un accord** ce mercredi 5 mars, engageant les signataires à un **“compromis politique”** dans l’objectif **d’apaiser les tensions** ayant bousculé le pays ces derniers mois, après les **élections présidentielles d’octobre 2024**. Ce **“pacte politique”** **ne convient visiblement pas** à l’ensemble des acteurs nationaux, en démontre **la manifestation tenue en marge** de la signature, à Maputo, par l’ex-candidat ayant revendiqué le précédent scrutin, **Venancio Modlane**, dont la marche fut **brutalement réprimée par les autorités locales**.

FLA - JNIM : UN FRONT UNI CONTRE BAMAKO ?



MALI

Des pourparlers sont en cours entre le Front de Libération de l'Azawad (FLA) et le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM). Ces discussions visent à renforcer leur coopération militaire contre l'armée malienne et les mercenaires de Wagner, après un pacte de non-agression conclu en 2024. Les divergences demeurent : le FLA vise l'indépendance de l'Azawad et refuse toute expansion au-delà du nord du Mali, tandis que le JNIM porte un projet djihadiste régional. Les questions des frontières, de la gouvernance et des méthodes restent des points de friction majeurs.

OLIGUI 2025 : COUP D'ÉTAT, TRANSITION...ET ÉLECTION ?



GABON

Le **président de la transition, le général Oligui, a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle du 12 avril 2025.** Arrivé au pouvoir après le coup d'État du 30 août 2023 ayant renversé Ali Bongo, **il s'était engagé à rendre le pouvoir aux civils après une période de transition.** Cependant, une **réforme du code électoral** adoptée en janvier permet désormais aux militaires de se présenter. Sa **candidature suscite des réactions contrastées**, entre adhésion populaire et critiques de l'opposition dénonçant une mise en scène visant à légitimer son maintien au pouvoir.

PRÉSIDENTIELLE : EMBALÓ ANNONCE SA CANDIDATURE



GUINÉE-BISSAU

Le président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló a annoncé, lundi 3 mars, son intention de briguer un second mandat lors de la présidentielle de novembre 2025, affirmant vouloir l'emporter dès le premier tour. La Cour suprême, elle, a statué que son mandat se poursuivrait jusqu'au 4 septembre, aggravant la crise politique en cours. De retour d'une visite en Russie, il a également ordonné l'expulsion de la mission de la CEDEAO, présente à Bissau pour tenter de résoudre les tensions politiques. L'opposition, qui conteste la légitimité du président depuis le 27 février, avait appelé à une mobilisation.

LA RDC SUSPEND L'EXPORTATION DE COBALT POUR 4 MOIS



RD CONGO

La République Démocratique du Congo, qui détient près de 70% des réserves mondiales de cobalt, a annoncé une **suspension de quatre mois de ses exportations** de ce minerai stratégique. Cette décision **visé à pallier la chute du prix du minerai causé par une situation d'offre excessive**. En 2022, le prix du cobalt était évalué à 82 000 dollars par tonne tandis qu'en 2025, la tonne de cobalt a été dévaluée à 21 000 dollars. **Cette suspension concerne toutes les formes d'exploitation minière**, qu'il s'agisse de l'exploitation industrielle, semi-industrielle, artisanale ou à petite échelle.



- **CAMEROUN** : EN SÉJOUR À BRUXELLES, LE MINISTRE DE LA JEUNESSE DU CAMEROUN, MOUNOUNA FOUTSOU, A ÉTÉ VICTIME D'UNE AGRESSION CIBLÉE PAR DES OPPOSANTS RADICAUX AU RÉGIME.
- **LESOTHO** : LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES S'EST DIT CHOQUÉ ET INSULTÉ PAR LES PROPOS DU PRÉSIDENT TRUMP QUI AVAIT DÉCLARÉ QUE PERSONNE N'AVAIT ENTENDU PARLER DE CE PAYS AFRICAIN.
- **RD CONGO** : L'OMS A DÉPÊCHÉ UNE ÉQUIPE D'INTERVENTION POUR ENQUÊTER SUR UNE ÉPIDÉMIE AYANT CAUSÉ LA MORT D'UNE SOIXANTAINÉ DE PERSONNES DANS LA PROVINCE DE L'ÉQUATEUR AU NORD DU PAYS.
- **TUNISIE** : LE PROCÈS CONTRE D'ÉMINENTES PERSONNALITÉS DE L'OPPOSITION TUNISIENNE POUR COMLOT CONTRE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT A ÉTÉ REPORTÉ AU 11 AVRIL PAR LE TRIBUNAL.
- **CEDEAO** : LE PRÉSIDENT GHANÉEN MAHAMA ET LE PRÉSIDENT IVOIRIEN OUATTARA ONT LANCÉ UN APPEL POUR LE RETOUR DES PAYS DE L'AES VERS LA CEDEAO.



MUINDA